

Territorialité et ruralité au Nordeste : vers un pacte social pour le développement rural

Maria de NAZARETH BAUDEL. WANDERLEY

Université fédérale du Pernambouc, Récife, Brésil

Résumé — Territorialité et ruralité au Nordeste : vers un pacte social pour le développement rural.

Les thèmes de la ruralité, du développement rural et du développement local sont au cœur du débat, tant dans la communauté académique que parmi les militants des mouvements sociaux et des organisations sociales, ou encore dans les sphères politiques. Dans ce texte, la spécificité des représentations du rural dans la société brésilienne est confrontée à sa définition par les statistiques. Celles-ci témoignent de l'importance croissante des petites villes en milieu rural et des activités productives rurales, agricoles ou non, associées à un manque d'accès à la terre et aux moyens de production pour un grand nombre de ruraux ou d'ex-ruraux touchés par l'exclusion et la marginalisation. L'auteur affirme la nécessité d'un nouveau pacte social entre l'Etat brésilien et la société (ruraux et urbains) concernant le développement rural. Un tel pacte doit reposer sur une conception du milieu rural et de son développement qui permette la mise en valeur de la diversité de ses attributs naturels, sociaux, économiques et culturels, tout en étant le fruit d'un mouvement de l'ensemble de la société.

Mots-clés : espace local, rural, urbain, développement local, réforme agraire, pacte social, Nordeste.

La société brésilienne jette aujourd'hui un regard nouveau sur son milieu rural. En effet, celui-ci a toujours été perçu comme étant à l'origine de graves problèmes sociaux, tels que le déracinement, la misère, l'isolement et la soumission politique. Quelques signes indiquent que le milieu rural commence à être considéré également comme la source des « solutions », dans la mesure où on peut y trouver des alternatives au chômage — y compris pour ceux qui avaient déjà quitté la terre et qui demandent à y revenir —, une amélioration de la qualité de vie de la population urbaine, à travers des contacts plus intenses avec la nature, de façon soit intermittente (tourisme rural), soit permanente (maisons de campagne) et, enfin, l'approfondissement de rapports sociaux plus personnels, censés prédominer parmi les habitants de ce milieu.

Les thèmes de la ruralité, du développement rural et du développement local refont débat, tant dans la communauté académique que parmi les militants des mouvements sociaux et des organisations sociales ou encore dans les sphères politiques.

Le rural dans les sociétés modernes : un espace spécifique et différent

Il va sans dire que le milieu rural constitue un univers socialement intégré à l'ensemble de la société brésilienne et au contexte actuel des rapports internationaux. Il ne s'agit donc nullement d'un monde isolé, autonome à l'égard de la société, ayant des logiques exclusives de fonctionnement et de reproduction. Néanmoins, il conserve des particularités historiques, sociales, culturelles et écologiques,

formant un espace spécifique d'un double point de vue. D'une part, l'espace physique, à savoir la construction sociale de l'espace rural, qui résulte du processus d'occupation du territoire, des formes de domination sociale fondées sur la structure foncière et l'usage d'autres ressources naturelles, telles que l'eau, de la conservation et de l'usage social des paysages naturels et construits et des rapports ville-campagne. D'autre part, un lieu de vie, c'est-à-dire un lieu où l'on vit (les particularités des modes de vie et la référence identitaire) et un lieu d'où on peut voir vivre le monde (la citoyenneté de l'homme rural et son insertion dans la société nationale).

Le continuum rural-urbain

La fin de l'isolement entre le milieu rural et les villes est fréquemment exprimée par le concept de continuum rural-urbain. Celui-ci, autant que le concept d'urbanisation de la campagne, est utilisé dans deux sens différents. Le premier sens correspond à une vision « urbano-centrée » (Rambaud, 1973), selon laquelle le pôle urbain du continuum constitue la source du progrès et des valeurs dominantes, imposées à l'ensemble de la société. L'extrême rural du continuum, vu en tant que pôle en retard, serait progressivement soumis au pôle urbain développé, suivant un mouvement que Elena Sarraceno a comparé à celui des vases communicants, selon lequel, presque par définition, un seul — l'urbain — se remplit, tandis que l'autre — le rural — ne peut que se vider (Sarraceno, 1996). A la limite, ce versant des théories de l'urbanisation de la campagne et du continuum rural-urbain suppose un processus d'homogénéisation, signifiant l'indistinction croissante entre ces deux espaces sociaux, et même la fin de la réalité rurale, absorbée par la réalité urbaine.

Le second sens, à l'inverse du premier, considère le continuum rural-urbain comme un rapport de proximité et d'intégration entre les deux pôles extrêmes. Dans ce cas, les ressemblances et la continuité entre le rural et l'urbain sont également affirmées, mais l'hypothèse centrale est que les rapports entre la campagne et la ville ne détruisent pas les particularités des deux pôles et, par conséquent, ne représentent nullement la fin du rural ; le continuum est tracé entre un pôle urbain et un pôle rural, qui se distinguent l'un de l'autre et dont les rapports sont soumis à un intense processus de changement.

Dans les sociétés modernes « avancées », en dépit de la tendance à l'homogénéité des modes de vie et de l'accès de la population rurale à la « parité sociale », le rural demeure un espace à la fois intégré et divers, y compris et surtout dans les représentations et la formation des identités sociales. Ici, les différences entre la ville et la campagne ne s'expriment plus forcément par l'accès aux biens matériels et sociaux, ni même par le mode de vie, mais elles se manifestent surtout sur le plan des identifications et des revendications dans la vie quotidienne, le rural devenant un « acteur collectif », constitué à partir d'une référence spatiale et « inséré dans un champ plus large d'échanges sociaux » (Rémy, 1993).

Il faut noter que le processus de globalisation/mondialisation et le cadre actuel du postfordisme renforcent cette conception. En effet, la revalorisation des espaces locaux, la capacité d'organisation et de pression des mouvements sociaux qui se réclament du rural et de l'agricole, spécialement en Europe, en même temps que les effets des politiques publiques, nationales et macrorégionales sur les espaces ruraux, confirment et renforcent l'existence du rural en tant qu'espace spécifique et acteur collectif.

L'espace local, lieu de convergence entre le rural et l'urbain

L'espace local est, en effet, le lieu de rencontre entre ces deux « mondes », dans lequel les particularités de chacun, loin d'être annulées, constituent la source aussi bien de l'intégration et de la coopération que des tensions et des conflits. Le résultat de cette proximité n'est pas la fin du pôle rural, mais la configuration d'un réseau de rapports réciproques, sur de multiples plans, qui finissent par réaffirmer les différences et les particularités entre le monde rural et le monde urbain. En ce qui concerne la réalité brésilienne, la recherche menée par l'anthropologue Carlos Rodrigues Brandão, dans la commune de São Luis de Paraitinga, São Paulo, fait apparaître le lien entre ce qu'il appelle les « lieux de vie » : le sertão, la ferme, le hameau, le village et la ville

Le sertão, « c'est l'endroit où, par opposition aux champs avec bois, il n'existe que des bois sans les champs, parfois impénétrables, d'un côté ou de l'autre de la montagne ». Avec la ferme, « le sertão se transforme : il est conquis et devient le monde où on habite et travaille en tant que paysan ». Le

hameau est « l'opposé plus proche du sertão (...) vu comme un lieu encore pleinement rural, qui n'est plus sauvage et qui est le lieu de vie vers où converge le travail paysan (...) le hameau est le lieu qui rend stable la culture rurale et surtout qui permet à la vie familiale des fermes de devenir communautaire ». Le village, « c'est l'endroit vers où convergent les hameaux avoisinants (...) Autant les hameaux sont vus comme une conquête du travail sur le sertão (...) autant le village est perçu comme un prolongement du hameau et une sorte de conquête de la ville sur lui (...) un lieu symbolique entre le hameau et la ville, le village est aussi le lieu social de passage de la vie de l'un à l'autre ». La ville est « un espace d'échanges opposé au hameau et au village, qui sont, eux, les domaines de la culture [paysanne] ». « Les habitants de la campagne ont des affaires avec les villes, qui sont elles-mêmes distinctes les unes des autres, en fonction de leurs activités, leurs compromis avec le pouvoir, l'accès aux ressources qu'elles offrent et, finalement, comme un lieu de destinée pour beaucoup d'entre eux ». (Brandão, 1995).

Le développement local ne peut pas impliquer la fin du rural, dans la mesure même où il se fonde sur un processus de mise en valeur des potentialités économiques, sociales et culturelles de la société locale. Il sera d'autant plus profond et efficace qu'il est capable d'incorporer et de valoriser les forces sociales pour le développement à l'œuvre dans le milieu rural, c'est-à-dire, d'incorporer le développement rural lui-même (Abramovay, 1998).

La petite commune, partie intégrante du monde rural

Au Brésil, une partie très significative de la population rurale habite dans les zones rurales des petites communes. Les données officielles indiquent, par exemple, que, en 1996, 40,3 % de la population rurale du Nordeste et 31,9 % de celle de l'Etat de São Paulo vivaient dans les zones rurales des communes comptant moins de 20 000 habitants. Si l'on retient le seuil de 50 000 habitants, cette proportion est respectivement de 78,9 % et 52,7 %.

Cependant, ces similarités n'empêchent pas de constater que les Etats du Nordeste et celui de São Paulo présentent une dynamique démographique différente. En effet, dans l'Etat de São Paulo, ces communes constituent une fraction minoritaire de la population totale de l'Etat (19,4 %), sa population se concentrant davantage dans le tissu urbain des municipalités – seulement 38,6 % des habitants des petites communes vivent dans les zones rurales. Inversement, au Nordeste, 50,6 % des Nordestins vivent dans les communes de moins de 50 000 habitants et plus de la moitié de la population de ces communes est rurale : 57,7 % dans le cas des communes de moins de 20 000 habitants, 51 % dans les communes dont la population totale est comprise entre 20 000 et 50 000 habitants. Les tableaux I et II présentent l'ensemble de ces données.

Tableau I. São Paulo, 1996. Répartition de la population des communes comptant jusqu'à 50 000 habitants.

Population	Jusqu'à 20 000 habitants (A)	Entre 20 000 et 50 000 habitants (B)	Jusqu'à 50 000 habitants (A + B)
Population totale	3 008 256	3 611 994	6 620 250
% de la population totale de l'Etat	8,8	10,6	19,4
Population rurale	750 892	490 596	1 221 488
% de la population rurale de l'Etat	31,9	20,8	52,7
% de la population totale de la catégorie de communes	25,0	13,6	38,6

Source : Ibge, 1996.

Tableau II. Nordeste, 1996. Répartition de la population des communes comptant jusqu'à 50 000 habitants.

Population	Jusqu'à 20 000 habitants (A)	Entre 20 000 et 50 000 habitants (B)	Jusqu'à 50 000 habitants (A + B)
Population totale	10 875 895	11 775 784	22 651 679
% de la population totale du Nordeste	24,3	26,3	50,6
Population rurale	6 274 892	6 010 283	12 285 175
% de la population rurale du Nordeste	40,3	38,6	78,9
% de la population totale de la catégorie de communes	57,7	51,0	54,2

Source : Ibge, 1996.

La petite taille des communes et leur dépendance étroite à l'égard du monde rural sont un fait reconnu par ceux qui étudient le processus d'urbanisation nationale. Ils utilisent des termes assez expressifs pour en indiquer les limites, tels que « vie urbaine morte » (Florestan Fernandes), « communes mi-rurales » (Juarez R. Brandão Lopes), « villes non urbaines » (Vilmar Faria). Néanmoins, la frontière entre ces espaces et l'espace proprement urbain est perçue de diverses façons. Selon les données officielles de l'Ibge (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística), toute municipalité, indépendamment de sa taille, est urbaine. George Martine considère comme urbaines les communes comptant au moins 20 000 habitants, alors que Vilmar Faria propose une définition plus restreinte, selon laquelle la population urbaine correspond aux « personnes vivant dans la partie urbaine des communes » et ne sont considérées comme villes que « les municipalités ayant plus de 20 000 habitants ».

Ces données révèlent un important champ de réflexion concernant les particularités de l'urbanisation des petites communes et les rapports rural-urbain qui les caractérisent, sur lesquels les recherches, au Brésil, sont encore très peu développées.

La grande propriété foncière à l'origine d'une « ruralité des espaces vides »

Un milieu rural dynamique suppose l'existence d'une population qui le considère comme un lieu de vie et de travail, et pas seulement comme un champ d'investissement ou une réserve de valeur. La perte de vitalité des espaces ruraux est la conséquence de l'existence d'espaces socialement vides, créant ce qu'on peut appeler la « question rurale ». Dans la plupart des pays capitalistes « avancés », ce fait est observé là où la population rurale est menacée dans son patrimoine, n'arrivant plus à assurer la parité socio-économique par rapport à la population urbaine, ou tout au moins la réduction de la distance sociale entre les citoyens ruraux et urbains.

Au Brésil, les espaces vides sont, avant tout, la conséquence directe de la prédominance de la grande propriété foncière patronale, ce qui peut être aisément perçu si l'on tient compte de la dimension des surfaces « improductives » (laissée en friche) et du nombre de travailleurs agricoles « expulsés » des grandes fermes, durant les dernières décennies. Le degré d'influence de cette forme de propriété sur la vie locale doit être considéré comme une des variables fondamentales dans l'élaboration d'une typologie des espaces ruraux brésiliens. En effet, la structure foncière inhibe l'accès à la terre pour une grande majorité de ceux qui travaillent dans l'agriculture, ce qui explique pourquoi le Brésil est loin d'avoir réalisé la parité sociale : la population rurale demeure la principale victime de la pauvreté, de l'isolement et de la soumission politique.

Comme l'affirme José Graziano da Silva, « la proportion des familles pauvres est beaucoup plus grande lorsque le lieu de résidence est le milieu rural : presque 25 %, soit une famille sur quatre, dont le chef est agriculteur et habite à la campagne, avaient un revenu inférieur au salaire minimum officiel en 1990 ». Lorsqu'il s'agit du Nordeste, « environ 20 % des familles agricoles ayant un domicile urbain ont un revenu inférieur au salaire minimum ; parmi les familles habitant en zone rurale cette proportion s'élève à 33 %. En plus, dans le Nordeste, le pourcentage des familles agricoles dont le revenu per capita est inférieur à la moitié du salaire minimum est beaucoup plus élevé en zone rurale » (Silva, 1995).

Les agriculteurs familiaux : une fraction importante de la population rurale

Actuellement, des recherches sont menées à nouveau sur la place de l'agriculture et des agriculteurs en milieu rural, en particulier celles réunies autour du Projeto Rurbano, mis en place à l'Institut d'économie de l'Unicamp, sous la coordination du professeur José Graziano da Silva.

Dans ces travaux, il est nécessaire, en plus de la simple mesure des données disponibles, de bien comprendre ce que signifie, pour le milieu rural, la présence de familles d'agriculteurs, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires, au sein de la population rurale. On peut émettre, à ce propos, l'hypothèse qu'une part significative de la diversification économique et de la pluriactivité a pour origine ces familles elles-mêmes. La pluriactivité, dans ce sens, ne constitue pas forcément un processus d'abandon de l'agriculture et du milieu rural. Très souvent, même de plus en plus, la pluriactivité correspond à une stratégie familiale, qui est adoptée lorsque les conditions le permettent, en vue d'assurer une certaine permanence dans le milieu rural et le maintien des liens avec le patrimoine familial. Ces familles, qu'elles soient pluriactives ou non, sont porteuses d'une culture, dont la reproduction est nécessaire à la mise en valeur du milieu rural, du point de vue technique, économique, socioculturel et environnemental. Par ailleurs, le « lieu » de la famille, c'est-à-dire le patrimoine foncier familial, est également un élément de référence et de convergence, même si la famille est pluriactive et certains de ses membres vivent ailleurs. D'où l'importance du patrimoine foncier familial et des stratégies pour le constituer et le conserver, surtout si on prétend valoriser l'identité territoriale (Godoi, 1999). En conséquence, l'étude de la place des agriculteurs ne peut laisser de côté certaines questions telles que :

- le caractère polyvalent et pluriactif du travail au sein des familles d'agriculteurs ;
- les valeurs et les pratiques familiales concernant la mise en valeur du patrimoine familial et le choix de l'éducation comme moyen d'ascension sociale et de qualification professionnelle, de même que celles qui renforcent le sentiment d'appartenance à un lieu et d'identité territoriale ;
- les efforts déjà engagés en vue de l'intégration au monde urbain et de l'implantation de formes associatives en milieu rural ;
- la présence, en milieu rural, d'un grand nombre de techniciens et d'animateurs sociaux, liés aux institutions gouvernementales ou non gouvernementales, en rapport, précisément, avec les agriculteurs familiaux.

Une dynamique du milieu rural fondamentalement liée à l'agriculture

Durant ces dernières décennies, l'agriculture régionale a été affectée par une série de phénomènes négatifs, dont les plus significatifs ont été les sécheresses successives, la crise de la culture du coton dans la zone semi-aride et celle, qui semble irréversible, du secteur sucrier régional, enfin des possibilités de migration extra-régionale de plus en plus réduites. Néanmoins, malgré ces différents facteurs, dans le Nordeste comme dans d'autres régions du pays, l'agriculture demeure la source principale d'emploi et d'accès à un revenu, et constitue en quelque sorte un socle pour la création de nouvelles alternatives économiques, soit dans le domaine de la production, soit dans ceux de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles de base. En effet, si les difficultés que traversent les secteurs agricoles traditionnels affectent l'économie du Nordeste, il n'en reste pas moins qu'une bonne partie des nouveaux pôles dynamiques de développement régional se fonde sur des activités agricoles ou agro-industrielles. Ces pôles, situés dans des zones bien délimitées, cherchent à se faire une place dans ce qu'on appelle des « niches du marché », aussi bien national qu'international. Sur ce point, on se reportera aux recherches du Projeto Rurbano menées dans les Etats du Nordeste, notamment Silva (1999) et Vilela (1999).

Outre l'expansion de ces activités, des études plus récentes font état d'une croissance des activités non agricoles en milieu rural brésilien, notamment celles liées à l'offre de services, à l'exemple de ce qu'on observe dans les pays avancés d'Europe et d'Amérique du Nord. Le milieu rural ne peut, dès lors, être considéré exclusivement comme le lieu de la production agricole ; il s'agit aussi d'un espace différencié, capable d'offrir à la population urbaine des modes de résidence spécifiques et des formes de loisirs en contact avec la nature. Cette tendance est, évidemment, plus forte dans les régions plus urbanisées du pays, mais elle peut être observée en milieu rural, dans le Nordeste, où on assiste également à la multiplication des résidences secondaires et au développement des activités liées au tourisme rural, ce dernier étant associé à la mise en valeur du patrimoine naturel et historique aussi bien qu'au calendrier des fêtes traditionnelles locales. Il va sans dire que l'essor de ces nouvelles activités dépend directement des possibilités d'accès de la population urbaine à des formes diversifiées de loisirs, d'une part, du degré de confort que le milieu rural peut offrir à ses visiteurs, d'autre part. Il faut rappeler qu'une partie seulement, plutôt urbaine, de la population de la région a accès à l'électricité et aux services d'assainissement.

Un processus d'urbanisation très fragile

En 1996, la population rurale du Nordeste s'élevait à 15 575 000 habitants. Bien qu'elle ait progressivement baissé depuis 1980, elle demeure importante : d'une part, elle représente 45,8 % de la population rurale de l'ensemble du pays, qui à la même date était de 33 997 000 habitants ; d'autre part, elle correspond à presque 35 % de la population totale de la région, avec des différences entre les Etats (de 26 % à Pernambouc à 48 % au Maranhão). Ces données montrent que la « question rurale » brésilienne est fortement marquée par son caractère nordestin et, en même temps, que la « question régionale nordestine » passe par la recherche de solutions aux problèmes ruraux.

Cependant, plus que de cette dimension rurale, il faut tenir compte des formes particulières du processus d'urbanisation de la région. Celui-ci correspond, en grande partie, à un processus de « métropolisation ». En effet, en 1996, au-delà des aires métropolitaines constituées autour des capitales des Etats, on ne comptait que trois communes de plus de 250 000 habitants. De même, seules 30 communes présentaient une population variant entre 100 000 et 250 000 habitants, correspondant alors à 10 % de la population régionale, ces communes étant surtout situées dans les Etats de Bahia, Pernambouc et Maranhão.

On peut ainsi affirmer qu'une des plus fortes contraintes que rencontre le processus de développement régional découle, précisément, de la fragilité de l'urbanisation. Celle-ci n'a pas réussi à créer, à l'exemple de ce qu'on observe dans d'autres régions du pays (Abramovay, 1998), des centres dynamiques à l'intérieur du Nordeste, permettant de décentraliser les initiatives économiques, surtout en ce qui concerne les installations industrielles et les réseaux de services, et de promouvoir le développement des forces sociales existant dans les petites agglomérations et les espaces ruraux. Comme le dit Maria do Livramento Miranda Clementino, « la plupart des communes du Nordeste ont une structure productive fragile. La tradition agricole régionale a défini une structure urbaine déficitaire, formée essentiellement par des petites communes, fonctionnant comme médiateurs commerciaux primaires, avec un bas niveau d'urbanisation et une structure politique marquée par les formes de domination locales, dont la source a toujours été la propriété foncière » (Clementino, 1997).

On peut supposer, par conséquent, que la dimension du « problème rural » est bien plus importante que ne le laissent entrevoir les données officielles de la « déruralisation », et que sa solution exige qu'on pense autrement les rapports ville-campagne, spécialement dans le cas des petites villes et de leur environnement rural.

La réforme agraire, composante essentielle du développement rural au Brésil

La réforme agraire est, sans doute, le moyen le plus approprié pour résoudre la question de la terre. Les *assentamentos* qui se multiplient, comme des « pépinières » d'agriculteurs familiaux, permettent de réintégrer des forces sociales jusqu'alors marginalisées. Au-delà de la réussite économique, des études récentes révèlent les principales « conquêtes » sociales de ces nouveaux paysans, telles que

l'amélioration de la qualité de la nourriture, la scolarisation et la formation des jeunes, ainsi que la dynamisation de l'économie et de la société locale¹. Une évaluation des impacts de la réforme agraire doit nécessairement tenir compte de la capacité des *assentamentos* à repeupler et animer la vie rurale, aussi bien qu'à intégrer les habitants de la campagne dans la société locale.

Conclusion

La proposition centrale de ce travail réside dans l'affirmation de la nécessité d'un pacte social pour le développement rural. Ce pacte doit être fondé sur une conception du milieu rural en tant que lieu spécifique de vie et de travail qui, bien que peu connu et reconnu par la société brésilienne, est porteur, dans sa diversité, d'un grand potentiel économique, social, culturel et patrimonial, capable de se transformer en force sociale pour le développement.

Un tel pacte doit également se constituer comme un mouvement apte à mobiliser, sous toutes les formes possibles, tant les habitants des zones rurales que les institutions et les individus qui s'intéressent à l'agriculture et aux agriculteurs, dans le gouvernement, les universités, les organisations non gouvernementales et les mouvements sociaux. Ils sont les meilleurs connaisseurs du milieu rural et de sa complexité, et sont doués d'une plus grande sensibilité vis-à-vis des problèmes ruraux. Ils ont forgé une « culture rurale » et font partie des forces sociales qui œuvrent pour le développement.

Il s'agit de définir les présupposés et les objectifs susceptibles de favoriser le dynamisme des forces sociales, c'est-à-dire de considérer l'habitant des zones rurales comme un citoyen à part entière sur le plan matériel, culturel et politique, de promouvoir la coopération et l'échange, sans en effacer les particularités, entre le milieu rural et le milieu urbain, entre l'agriculture et les autres secteurs d'activité et entre le local et les entités plus larges, régionales, nationales et globales.

Enfin, il faut reconnaître l'importance des agriculteurs, qui sont aujourd'hui les principaux acteurs du monde rural, et faire en sorte que les politiques tournées vers l'agriculture puissent favoriser la renaissance sociale des espaces vides (ou vidés). Cela se fera par la récupération du potentiel foncier et des ressources naturelles qui sont actuellement « gaspillés », par la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel du milieu rural, y compris son patrimoine productif, par le soutien non pas au propriétaire foncier mais au producteur agricole, enfin par la promotion de l'agriculture familiale en tant que forme sociale capable de répondre aux exigences de l'agriculture moderne.

Bibliographie

- ABRAMOVAY R., 1998. Bases para a formulação da política brasileira de desenvolvimento rural : agricultura familiar e desenvolvimento territorial. Brasília, Brasil, Ipea, Convênio Fipe/Ipea, relatório final, 25 p.
- BRANDÃO C.R., 1995. A partilha da vida. São Paulo, Brasil, Geic/Cabral, . 272 p.
- CLEMENTINO M.L.M., 1997. Receitas municipais e grau de dependências dos pequenos municípios do Nordeste. Relatório de Pesquisa.
- FARIA V., 1984. Desenvolvimento, urbanização e mudanças na estrutura do emprego, a experiência brasileira dos últimos 30 anos. In Almeida M.H.T. (org.). Sociedade e política no Brasil pós-64. 2. São Paulo, Brasil, Brasiliense, p. 118-163.
- FERNANDES F. (org.). Comunidade e sociedade no Brasil. Leituras básicas de introdução ao estudo macro-sociológico do Brasil. São Paulo, Brasil, Nacional.
- GODOI E.P., 1999. O trabalho da memória. Cotidiano e história no sertão do Piauí. Campinas, Brasil, Unicamp, 165 p.
- IBGE, 1996. Contagem da População.

¹ Luis Antonio Cabelo Norder, dans sa thèse, présente une excellente analyse sur l'importance de l'autoconsommation comme source d'amélioration de la qualité de la nourriture chez les *assentados* à São Paulo (Norder, 1997). Voir aussi l'ouvrage collectif dirigé par Medeiros et. Leite (1998). Enfin, Afrânio Garcia mène actuellement une recherche sur ce sujet.

- LOPES J.R.B., 1978. Desenvolvimento e mudança social. Formação da sociedade urbano-industrial no Brasil. São Paulo, Brasil, Nacional, 4 ed., 215 p.
- MARIN M.C.M., 1984-1985. Migração sem urbanização : o caso da cidade paraibana de Serra Branca. *Raizes*, 4 (4-5) : 197-203.
- MARTINE G., GARCIA R.C., 1987. Os impactos sociais da modernização agrícola. São Paulo, Brasil, Caetés, 271 p.
- MEDEIROS L.S., LEITE S. (org), 1999. A formação dos assentamentos rurais no Brasil. Processos sociais e políticas públicas. Porto Alegre, Brasil, Ufrgs, Rio de Janeiro, Brasil, Cpda, 282 p.
- NORDER L.A.C., 1997. Assentamentos rurais : casa, comida e trabalho. Campinas, Brasil, Unicamp,. Dissertação de Mestrado.
- RAMBAUD P., 1973. Village et urbanisation. Problèmes sociologiques. *Etudes rurales*, 49-50 : 14-32 (numéro spécial : « L'urbanisation des campagnes »).
- REMY J., 1993. Le rural et l'urbain entre la coupure et la différence : la métamorphose des relations villes-campagne. *Espaces et Sociétés*, 72 : 31-47.
- SARRACENO E., 1996. O conceito de ruralidade : problemas de definição em escala européia. Roma, Italia (tradução de Angela Kageyama).
- SILVA A.G. da, 1999. Características e transformações no rural do Rio Grande do Norte. Relatório de Pesquisa.
- SILVA J.G. da, 1995. Urbanização e pobreza no campo. *In* Ramod P., Reydon B.P. (org.). Agropecuária e agroindústria no Brasil : ajuste, situação atual e perspectivas. Campinas, Brasil, Abra, p. 127-149.
- VILELA S.L.O., 1999. Globalização e emergência de múltiplas ruralidades. Reprodução social de agricultores via produtos para nichos de mercado. Campinas, Brasil, Unicamp, Tese.